



**CONSEIL DE COMMUNAUTE
VENDREDI 30 SEPTEMBRE 2022**

L'an deux mille vingt deux, le trente septembre, à 18 heures 00, le conseil de Communauté de la Communauté d'agglomération du pays de Landerneau-Daoulas s'est réuni salle plénière, maison des services publics à LANDERNEAU sous la présidence de Patrick LECLERC.

Présents

LECLERC Patrick, GOALEC Bernard, GUILLORÉ Alexandra, FLOCH Jean-Bernard, SOUDON Chantal, POUPON Julien, BONIZ Jean-Jacques, CANN Joël, CORRE Michel, CYRILLE Yves, GODET Nathalie, JÉZÉQUEL Marc, KERLAN Frédéric, LE GALL Jean-Noël, PHILIPPE Georges, SERGENT André, TANGUY Anne, TRMAL Marie-France, GRALL Renaud, CALVEZ Gilles, LE SAUX Jean-Luc, BLANDIN Lénaïc, BOSSER Christian, CALVEZ-BARNOT Gaëlle, CORNEC Elodie, HERVOIR Stéphane, LANGUENOU Céline, MEVEL Stéphanie, NICOLAS Angélique, QUENTRIC-BOWMAN Morgane, QUILLEVERE Séverine, ROULLEAUX David, DALIS-ABGRALL Gwénaëlle, LETEURE Tiphaine, SOUN Véronique, YVINEC Odile, LIEGEOIS Hervé, LEON Jean-Jacques, LE ROY Christine

Secrétaire de séance

LE SAUX Jean-Luc

Excusés

RIOU Michel (pouvoir à CORRE Michel)
LENUE Françoise (pouvoir à POUPON Julien)
THOMIN Mélanie (pouvoir à CYRILLE Yves)
APPELGHEM Ludovic (pouvoir à DALIS-ABGRALL Gwénaëlle)
BODILIS Jean-François (pouvoir à LETEURE Tiphaine)
LE BRONNEC Erwann (pouvoir à BONIZ Jean-Jacques)

Absents

BERVAS Viviane, BODENEZ Guillaume, NOWAK Carine

Conseil de Communauté du 30 septembre 2022
Délibération n°DCC2022_130

Objet	Mise a jour du RIFSEEP (régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel)
Rapporteur	Bernard GOALEC
Service	Service Ressources Humaines
Thème	Ressources humaines

Bernard GOALEC donne lecture du rapport suivant :

EXPOSÉ DES MOTIFS :

Aucune disposition législative ou réglementaire ne prévoit l'obligation de maintenir le régime indemnitaire en cas d'absence pour congés de maladie dans la fonction publique territoriale. Il appartient donc à l'organe délibérant de se prononcer pour le maintien ou non des primes pendant les congés de maladie, dans le respect du principe de parité avec la fonction publique de l'Etat.

En 2020, lors de la mise en place du RIFSEEP, l'assemblée a fixé, par principe de libre administration, les modalités de versement des primes en cas d'indisponibilité physique. Ces dispositions ont été réactualisées en septembre 2021.

Ainsi les règles internes prévoient le maintien des primes dans les mêmes proportions que celui du traitement en cas de maladie ordinaire, de congés de longue maladie, de congés de longue durée et de congés de grave maladie.

En vertu du principe de parité avec la fonction publique de l'Etat, le juge administratif (notamment dans une décision récente du Conseil d'Etat du 22 novembre 2021) a invalidé des délibérations relatives au régime indemnitaire prévoyant un maintien des primes relatives à l'exercice des fonctions pendant les congés de longue maladie (CLM) ou de longue durée (CLD) dès lors que ce maintien n'est pas prévu pour les fonctionnaires d'Etat. La liste des congés ouvrant droit au maintien des primes dans la fonction publique d'Etat est fixée par le décret n°2010-997 du 26 août 2010.

En application de ces éléments il convient donc de modifier la délibération DCC2020_216 du 14/12/2020 instaurant le RIFSEEP.

Par conséquent, conformément au décret n°2020-997 du 26 aout 2010, les primes et indemnités seront maintenues dans les mêmes conditions que le traitement durant les congés suivants :

- Congés de maladie ordinaire
- Congés consécutifs à un accident de service ou à une maladie professionnelle,
- Congés pour invalidité temporaire imputable au service

Et ne seront pas versées pendant les congés suivants :

- Congés de longue maladie
- Congés de grave maladie

- Congés de longue durée

Toutefois afin de préserver la situation des agents placés en congés de longue maladie, de grave maladie ou de longue durée, l'article 2 du décret du 26/08/2010 permet de conserver à l'agent en congé de maladie ordinaire et placé rétroactivement dans un de ces trois congés, la totalité des primes d'ores et déjà versées.

Dans le cadre du temps partiel thérapeutique, le régime indemnitaire sera maintenu au prorata de la quotité du temps partiel.

DÉLIBÉRATION:

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code général de la fonction publique et notamment ses articles L712-1 et-2, L714-1, L714-4 et suivants

Vu les statuts de la Communauté d'agglomération du pays de Landerneau-Daoulas,

Vu le décret n° 91-875 du 06 septembre 1991, modifié, pris pour l'application du premier alinéa de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984 précitée,

Vu le décret n° 2010-997 modifié du 26 août 2010 modifié relatif au régime de maintien des primes et indemnités des agents publics de l'État et des magistrats de l'ordre judiciaire dans certaines situations de congés,

Vu le décret n°2014- 513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'État,

Vu le décret n° 2014-1526 du 16 décembre 2014 relatif à l'appréciation de la valeur professionnelle des fonctionnaires territoriaux,

Vu le décret n°2020-182 du 27 février 2020 modifiant le décret n°91-875 du 06 septembre 1991 pris pour l'application du 1^{er} alinéa de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984,

Vu l'avis du comité technique du 13 septembre 2022

Vu l'avis favorable de la Commission Ressources du 16 septembre 2022

Vu l'avis favorable de la Bureau communautaire du 30 août 2022

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article unique : Adopte la mise à jour du régime indemnitaire